

État, Nation et territoire(s) : les institutions du local

Arnaud DURANTHON

Nombres d'heures de cours : 24h

Crédits ECTS : 3

Résumé :

Manifestations émeutières en Corse et annonce d'un nouveau statut d'« autonomie », renouveau des aspirations régionales en Alsace, persistance de la contestation des nouvelles régions et du modèle métropolitain par les gilets jaunes, destin incertain de la Nouvelle-Calédonie,... : l'actualité témoigne régulièrement des tensions politiques causées par la question territoriale en France. Notre pays n'a eu de cesse, dans son histoire, de rechercher les conditions politiques et juridiques d'un équilibre toujours précaire entre une forte aspiration à la centralisation, voire au centralisme, et une rémanence souvent occultée, mais bien vivace, de la diversité territoriale. Remodelant sans cesse le rapport entre *institutions sociales* et *institutions juridiques*, usant du droit et des techniques administratives pour trouver l'équilibre entre *territoires vécus* et *territoires construits*, usant de la réforme territoriale pour transcrire jusqu'aux extrémités du pouvoir politique ses mutations idéologiques, l'état du droit des institutions locales témoigne des frottements toujours puissants entre les dynamiques de ces grands concepts que sont *l'État*, la *Nation* et le *territoire*. Ce cours se propose de permettre aux étudiants de dépasser la complication apparente des institutions locales françaises pour en saisir la subtile *complexité* à l'aide d'un regard historique, sociologique et théorique sur le droit, dans le but de donner des éléments de réponse à une question fondamentale : *comment, dans l'État postmoderne, s'institue le local ?*

Sélection bibliographique :

CAILLOSSE Jacques, *Les mises en scène juridiques de la décentralisation. Sur la question du territoire en droit public français*, éd. LGDJ, 2009, 249 p.

CHEVALLIER Jacques, *L'État postmoderne*, 3^{ème} éd., LGDJ, coll. Droit et société, 2008, 266 p.

CLEPKENS Hugues et alii. (dir.), *Réformer la décentralisation. Pour la République ou pour l'État ?*, Berger Levrault, 2017, 821 p.

HAURIOU Maurice, *Principes de droit public* [1910], rééd. Dalloz, coll. Bibliothèque Dalloz, 2010, 734 p.

Contact :

duranthon@unistra.fr